

5 juin 1936 L'épopée du Front populaire et des premiers congés payés

lundi 24 novembre 2014.

SOURCE : **RESPUBLICA**

Les grèves du Front populaire laisseront au patronat le souvenir de la " plus grande peur de son histoire ". Il y a un avant et un après Front populaire, où l'idée de progrès social prend un sens pour le peuple, cet oublié de l'histoire. Des libertés nouvelles ont été acquises pour préparer les combats de demain dans l'entreprise elle-même et ont fait naître un espoir nouveau, celui de s'offrir, en famille, ce qui était seulement réservé aux bourgeois et à l'aristocratie, les vacances...

Avec la fin des années 1920, **c'est la grande crise.**

Avec la fin des années 1920, une crise économique majeure voit le jour, avec des conséquences sociales, morales et politiques. A l'usine, on y naît presque alors dans les familles ouvrières, seul horizon indépassable avec cadences pour les uns et profit pour les autres. La durée hebdomadaire de travail est de 48 heures. Il y a même le chômage en prime avec la crise, un chômage de masse et une situation d'appauvrissement qui touche les plus modestes. On fait de plus en plus la queue à la soupe populaire Face à cet état de fait, les gouvernements s'enchaînent sans gouverner vraiment, de 1932 à 1934, avec une troisième République qui semble impuissante.

C'est alors que **l'affaire Stavisky** ébranle la République parlementaire Alexandre Stavisky, né en Ukraine, escroc notoire, a su se faire des relations dans les milieux politiques jusqu'au gouvernement, grâce auxquelles il échappe à la justice. En janvier 1934, il est retrouvé mort et la police conclut au suicide. "Le Canard enchaîné" titrera " Stavisky s'est suicidé d'une balle tirée à 3 mètres. Ce que c'est que d'avoir le bras long." La presse de droite et d'extrême-droite exploite l'événement et déclenche une campagne violemment antisémite et antiparlementaire.

La République et la démocratie en danger

Cette situation profite à ceux qui voient d'un œil complice la montée des fascismes en Europe. Les ligues factieuses qui sont contre le parlementarisme, autant dire la démocratie, se regroupent, de l'Action française à la Ligue des croix de feu du colonel de La Rocque en passant par La Ligue des jeunesses patriotes. Le 6 février 1934, profitant du flottement du pouvoir qui ne propose rien pour remédier à la situation, les fascistes français décident de passer à l'action. Ils veulent faire tomber le gouvernement et prendre le parlement, en finir avec la République. Socialistes et communistes face à ce mouvement sont divisés, ainsi que les syndicats, CGT d'un côté et CGTU de l'autre. Sur les pavés, face aux fascistes, on trouve les anciens combattants communistes de l'ARAC ainsi que des républicains. Les fascistes provoquent des émeutes sanglantes. Il y a des dizaines de morts des centaines de blessés. Mais leur coup échoue !

Le 9 février au soir, une manifestation est organisée à l'appel du PCF. Les ouvriers communistes et socialistes se retrouvent place de la République pour exiger la dissolution des ligues fascistes. Elle est interdite par le gouvernement. S'en suit des combats de rue violents avec la police qui charge les manifestants cartouchières pleines et arme au poing. Le brouillard semble impénétrable, mais L'Internationale reprise en cœur le coupe. Et voici une forte colonne de socialistes qui rejoint les communistes boulevard Magenta, on entend : " Groupons-nous et demain... " et " Unité d'action. " Un ouvrier à terre est tiré à bout portant ! Neuf militants ouvriers tombent ce jour-là.

De nombreux intellectuels dont Paul Rivet, Alain, Paul Langevin, Malraux, Eluard, Vigo, Léger... se mobilisent pour hâter la réalisation de l'union qui tarde à venir **et le 10 février proclament leur soutien à l'idée d'une grève générale**. Le 12 février, la grève rassemble un million de travailleurs ! Lors de l'énorme manifestation parisienne, les socialistes se regroupent côté Sud du cours de Vincennes, les communistes côté Nord, ils manifestent côté à côté pour la première fois, ils se rejoignent puis se fondent aux cris d'" Unité d'action ! " C'est la mise à feu du Front populaire. Des comités de vigilance antifascistes se constituent dont le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA). En juillet 1934 un premier accord politique est signé entre le Parti Communiste et la SFIO (socialiste). Le peuple a défendu la République et sort renforcé de cette épreuve.

La construction de l'unité politique du Front populaire.

C'est dans cette période que les choses évoluent sur l'initiative du Parti communiste qui abandonne la tactique " classe contre classe " fondée sur la dénonciation de la trahison du socialisme vis-à-vis de la classe ouvrière, au profit de celle de l' "alliance des classes moyennes et ouvrières ". L'internationale communiste n'y est pas étrangère qui tire les enseignements de l'arrivée au pouvoir d'Hitler. Elle propose en Europe une stratégie de fronts unitaires face au fascisme devenu l'ennemi. Il faut aussi compter avec la pression des militants de gauche favorables à l'unité. La nation prend une référence nouvelle pour les communistes qui lient la Marseillaise à l'internationale. C'est Maurice Thorez, à Nantes le 24 octobre 1934, qui appelle lors d'un meeting à la constitution d'un " front populaire de liberté, du travail et du pain ".

Le 14 juillet 1935, 500 000 manifestants défilent de la Bastille au cours de Vincennes, derrière le socialiste Léon Blum, le communiste Maurice Thorez, le radical Edouard Daladier. L'unité est en marche. Un accord de désistement électoral est conclu entre les partis membres du Rassemblement populaire et une plate-forme commune adoptée autour du slogan " le pain- la paix-la liberté ". Le 5 mars 1936, au Congrès de Toulouse, CGT-U et CGT ne font plus qu'un après une scission de 15 ans consécutive à la naissance du Parti communiste en 1920. L'unité syndicale fait passer les effectifs de la CGT de 490 984 en 1934 à 5 millions en 1937. Unité syndicale et unité de la gauche font naître dans le pays un immense espoir.

Le programme du Front populaire définit les mesures indispensables pour garantir les libertés essentielles (liberté d'opinion et d'expression, liberté syndicale, liberté de conscience et laïcité) : dans l'ordre international, il pose les conditions nécessaires à la sauvegarde de la paix ; **dans l'ordre économique et financier, il s'attache à lutter, dans l'intérêt des masses laborieuses et épargnantes, contre la crise et contre les organisations fascistes qui l'exploitent pour le compte des puissances d'argent...**

Victoire électorale du Front populaire sous un front de grèves historiques !

Avril-mai 1936, l'union a payé, lors des élections législatives, c'est la victoire du Front populaire. C'est Léon Blum, principal dirigeant socialiste auquel il est fait appel par le Président de la République pour former le gouvernement du Front populaire. Il est constitué le 5 juin. Il est composé de socialistes et de radicaux, les communistes le soutiennent mais n'y participent pas. Petite révolution, pour la première fois dans l'histoire politique de la France trois femmes sont nommées " sous-secrétaire d'Etat " : Irène Joliot-Curie, Cécile Brunschwig, et Suzanne Lacore. Dès son arrivée au pouvoir, le gouvernement du Front populaire prononce la dissolution des ligues d'extrême droite. Le gouvernement se forme sur un fond de grèves sans précédent qui touchent

12000 entreprises et deux millions de salariés qui veulent des réponses à la crise à partir des revendications ouvrières.

Le 1er mai 1936 des patrons licencient en forme de provocation ici et là des ouvriers grévistes. La riposte à cette provocation est cinglante, les usines d'aviation Bréguet du Havre se mettent en grève les premières ; détonateur d'un embrasement qui fin mai prend une ampleur sans précédent Les grèves qui se multiplient avec occupation des lieux surprennent les patrons qui s'affolent, croyant y voir une révolution sociale qui scellerait leur expropriation. Aucune consigne n'a été lancée à l'origine de la grève par les partis ou les syndicats. La spontanéité du mouvement n'est pas contestable mais elle s'exprime dans un contexte où l'efficacité organisationnelle et idéologique des militants ouvriers n'est pas négligeable. Autant les petites affaires familiales que les grandes entreprises et tous les secteurs d'activité sont concernés. La grève est ressentie comme un cri de délivrance ! Simone Weil, intellectuelle engagée de l'époque témoigne : " Cette grève est en elle-même une joie (...) Enfin, pour la première fois, et pour toujours, il flottera autour de ces lourdes machines d'autres souvenirs que le silence, la contrainte, la soumission. "

Une formidable victoire ouvrière, des " accords Matignon " aux lois sociales...

Les grèves qui se multiplient avec occupation des lieux surprennent les patrons qui s'affolent, croyant y voir une révolution sociale qui scellerait leur expropriation. C'est à leur demande que Léon Blum réunit leurs représentants à l'Hôtel Matignon et ceux de la CGT qui le 7 juin signent les "accords Matignon" : **7 à 15 % d'augmentation des salaires, reconnaissance du droit syndical dans l'entreprise, le principe des conventions collectives est acquis avec délégués du personnel (entreprises de plus de 10 salariés)** Mais Léon Blum veut rassurer les acteurs économiques, il parle d'une expérience de **gouvernement social dans le cadre capitaliste.** La grève se termine lentement sur un goût ambigu. Il faut toute l'autorité du dirigeant communiste Maurice Thorez pour y mettre fin selon la phrase célèbre : "*Il faut savoir arrêter une grève*" Tout était-il possible ? comme s'interroge alors le dirigeant socialiste dissident Marceau Pivert. On ne le saura jamais. **Pour autant, les avancées du Front populaire améliorent la condition des ouvriers qui sortent de cette épreuve comme une classe à laquelle des droits nouveaux sont prioritairement reconnus.** Les deux grandes " lois sociales " du gouvernement du Front populaire pour lutter contre le chômage vont dans ce sens : **la création des congés payés autrement dit, 15 jours de vacances payées par le patron, et la limitation à 40 heures de la durée hebdomadaire de travail. Avec deux semaines de congés pour tous, les vacances ne sont plus " le privilège de la bourgeoisie "**. C'est un véritable bouleversement dans les conditions de vie des travailleurs, qui vont enfin connaître des repos prolongés et la joie des départs en vacances. Il s'ensuit une euphorie qui marque l'été 1936. **L'humanisme de ces mesures donne une nouvelle dignité à l'ouvrier qui est ainsi considéré, au-delà de la machine à laquelle l'économie l'enchaîne, comme un homme.**

Découverte des loisirs pour tous et autres conquêtes du Front populaire

La loi des quarante heures et les congés payés dégagent du temps aux ouvriers pour les loisirs. Léo Lagrange, sous-secrétaire d'Etat aux Sports et aux Loisirs crée un Billet de congés payés à tarif réduit (-40%) afin de faciliter l'organisation des vacances des familles ouvrières : elles sont 550 000 à l'utiliser pour l'été des premiers congés payés en 1936 et 907 000 en 1937. Il encourage les "**Auberges de jeunesse**" et les **théâtres populaires...** La droite y voit une dégradation de la société et désigne Léo Lagrange du surnom de " Ministre de la paresse ".

Sous la responsabilité de Jean Zay, Ministre de l'Education nationale, **l'âge de la scolarité obligatoire est porté à quatorze ans**. Il jette les bases du CNRS, du Musée de l'Homme, du Festival de Cannes, il encourage des pédagogies nouvelles qui marqueront l'histoire à venir... Plus de 5000 postes d'instituteurs et 225 postes de professeurs sont créés afin de dédoubler les classes dépassant les 35 élèves... Il éditte une circulaire en mai 1937 qui vise la propagande confessionnelle, celle-ci rappelle le caractère laïque de l'enseignement public : " aucune forme de prosélytisme ne saurait être admise dans les établissements ".

Sur le plan économique, le statut de la Banque de France change, on y donne le pouvoir de décision aux 40000 actionnaires et à un conseil général de 20 membres, majoritairement nommés par l'Etat, dans l'espoir d'en finir avec la domination des fameuses " 200 familles " les plus riches. Le principe de la nationalisation des industries de guerre est adopté. L'Office national interprofessionnel du blé est créé, destiné à en garantir le prix assurant un meilleur revenu aux paysans. Dans le prolongement des réformes du Front populaire, la SNCF naît de la loi d'août 1937, elle embauche 80 000 cheminots. Léon Blum à la radio le 31 décembre 1936 : "*Il est revenu un espoir, un goût du travail, un goût de la vie. La France a une autre mine et un autre air (...) Tout fait sentir qu'en France la condition humaine s'est relevée.*"

De 'tout semble possible' à la pause dans les réformes : le Front populaire en échec.

Une première épreuve ébranle l'unité. **La guerre d'Espagne** éclate en juillet 1936. Mais le gouvernement de Blum, malgré les manifestations massives des militants ouvriers qui demandent " Des canons, des avions pour l'Espagne ! " refusera de l'aider. La jeune République espagnole à défaut d'une aide du gouvernement de la France du Front populaire drainera des milliers de volontaires pour prendre les armes pour elle, les Brigades internationales.

Devant les pressions des milieux financiers qui menacent de fuite des capitaux à l'étranger mettant en péril la monnaie, l'augmentation des prix contre laquelle rien n'est fait qui très rapidement rattrape les augmentations de salaires, Léon Blum proclame " la pause " des réformes sociales en février 1937. Il renonce à la " retraite des vieux ", solennellement promise. Un mois plus tard la police tire sur les ouvriers à Clichy lors d'une manifestation organisée par la gauche qui veut empêcher un rassemblement du parti d'extrême-droite, le Parti social français, faisant 5 morts et 200 blessés. L'embellie du Front populaire fait place au scepticisme et à la colère.

Les communistes sont accusés de préparer des grèves pour affaiblir la France face à la guerre qui menace. Les classes moyennes tournent le dos au Front populaire. Des manifestations hostiles au gouvernement ont lieu en présence de responsables du parti radical. La politique des intérêts partisans reprend la main. En avril 1938 arrive au pouvoir le chef du Parti radical, Edouard Daladier, qui va mettre un terme au Front populaire qui n'aura duré que mille jours. Déjà on entend des voix s'élever pour dire " plutôt Hitler que le Front populaire " et on le verra, malheureusement ! Il reste que l'on retrouvera l'esprit du Front populaire dans le programme du Conseil National de la Résistance qui en reprendra l'essentiel des acquis. Les années de guerre n'auront pas effacé le souffle historique des conquêtes du Front populaire.

L'antiparlementarisme et l'antisémitisme, armes politiques pour la droite et l'extrême-droite

De l'affaire Stavisky que la presse de droite et d'extrême-droite exploite comme une machine de guerre contre le régime au retour de Daladier au pouvoir, toute la période

sera marquée par une campagne violemment antisémite et antiparlementaire. C'est dans ce contexte qu'une campagne de presse d'une violence inouïe orchestrée par la droite et l'extrême-droite se déchaîne contre le Front populaire, anti-ouvrière et antisémite, qui attaque les membres israélites du gouvernement. Roger Salengro, le ministre de l'Intérieur, est faussement accusé d'avoir déserté durant la guerre. La calomnie ne cesse d'enfler dans l'espoir odieux qu'elle éclabousse le gouvernement. Le ministre, déjà gravement affecté par le décès récent de son épouse, se suicide le 17 novembre 1936.

Le Front populaire, un bon en avant et des acquis qui enjambent l'histoire ! Il y a un parfum de libération de l'homme à travers le souffle du Front populaire qui a des accents d'universel. Même le gouvernement de Vichy n'osera pas toucher aux congés payés. Un fait historique nouveau s'est constitué à travers ces événements, c'est l'avènement de l'Etat social, c'est-à-dire d'un Etat intervenant directement dans la négociation entre patronat et travailleurs et, particulièrement, en faveur de ces derniers à l'aune d'un rapport de force qui en imposait le sens et la voie. C'était aussi la reconnaissance de la classe ouvrière comme réalité sociale et politique, une nouvelle dignité collective et une conscience nouvelle pour le peuple.

Mis en perspective, les acquis sociaux du Front populaire s'inscrivent dans l'esprit de 1789, Liberté-Egalité-Fraternité. Un mouvement inscrit aussi dans le sens de la conquête d'une République laïque et sociale. Le Front populaire est l'un des grands pas de cette épopée, inachevée...

Le Front populaire a été une exclusivité française selon une tradition de luttes qui a toujours pris des formes originales en raison d'un héritage révolutionnaire très riche et d'une avant-garde trempée dans les luttes. Si cette période reste si ancrée profondément dans la mémoire collective française et même internationale, comme celle qui a fait trembler le capitalisme, c'est surtout comme bon en avant non seulement des conditions de la classe ouvrière mais de la modernisation des rapports sociaux, avec des acquis qui enjambent l'histoire.

Guylain Chevrier Docteur en Histoire